

Voici ce qu'a écrit textuellement l'actuel premier ministre en 1952. Je regrette qu'il ne soit pas présent à la Chambre pour expliquer ses propos ou les justifier. Il y en a beaucoup d'autres mais je ne citerai que ceux-là pour démontrer que les germes de contestation et de discorde ont été semés il y a de nombreuses années et que l'actuel premier ministre y a contribué.

**M. Collenette:** Balivernes, de pures fariboles.

**M. Crouse:** Depuis lors ces problèmes n'ont cessé de croître régulièrement pour culminer dans le référendum sur la souveraineté-association prévu pour le 20 mai prochain. S'attendre à ce que le premier ministre réussisse à les résoudre serait un peu comme inviter un pyromane à éteindre un incendie. J'estime qu'il n'y a rien de plus important aujourd'hui pour la sécurité de l'Amérique du Nord pour le moins, que l'unité du Canada.

Jusqu'à présent on a beaucoup trop écrit sur le sujet en termes d'un rapport entre «nous» et «eux». Nous, les Canadiens anglais, parlons la langue des affaires, la langue de l'Amérique du Nord, et eux non. Nous, Canadiens français, avons notre propre culture et identité profondément originales ainsi que nos priviléges particuliers en tant que peuple fondateur et eux non. Nous du centre du Canada, avons notre industrie, nous, des provinces de l'Ouest, nous possédons nos propres ressources et «ils» feraient mieux de ne pas se mettre en travers de notre chemin. C'est ainsi que tant de Canadiens se cramponnent à leurs biens économiques et culturels ou serrent les poings de rage en voyant d'autres se cramponner aux leurs qu'ils semblent avoir oublié le malentendu à l'origine de pareils sentiments, à savoir la différenciation entre «eux» et «nous».

Le fait de vivre dans un Canada fédéral et pluraliste présente des problèmes et des matières à déconvenue, ce qui se produit fatallement lorsque des peuples et des cultures différentes doivent vivre ensemble. Nous ne devons pas oublier que les groupes linguistiques anglophones et francophones sont suffisamment nombreux et puissants pour briser notre pays. Il existe cependant une autre alternative. Le cadre politique et les valeurs d'un pays ne sont pas des choses que l'on peut démolir et rebâtir du jour au lendemain. Ils ressemblent davantage à un jardin qu'il faut cultiver, et entretenir en harmonie avec le paysage.

Le paysage canadien a commencé à évoluer il y a environ trois décennies de cela pour les raisons que j'ai citées tout à l'heure et à mon avis le moment est venu de changer quelque chose. Il est temps de ne plus nous considérer comme des Canadiens à rallonge mais de nous considérer plutôt comme des Canadiens tout court. Voilà ce que nous devons commencer par faire.

**Des voix:** Bravo!

**M. Crouse:** Il faudrait commencer par reconnaître que l'existence de deux grands groupes linguistiques et de nombreuses différences régionales et culturelles, que nous présentons souvent comme un handicap pour les Canadiens, est en réalité l'occasion de nous enrichir et de nous unir, car en fin de compte, «eux», c'est chacun d'entre nous. Personnellement, j'espère sincèrement que le Canada français décidera de demeurer partie intégrante d'un Canada uni, car nous avons besoin du Canada français. Nous avons besoin d'eux dans une nation unie. C'est seulement en restant uni et en travaillant ensemble que nous pourrons progresser et aller de l'avant.

#### *L'Adresse—M. Crouse*

J'aborde maintenant une autre partie du discours du trône intitulée «Mise en valeur de notre potentiel économique». On y lit ceci:

Mon gouvernement réduira le déficit fédéral d'une façon progressive et ordonnée, tout en gardant en tête d'autres objectifs comme réduire le chômage et favoriser la croissance industrielle... Mes ministres croient que les Canadiens veulent un gouvernement plus efficace, pas nécessairement un gouvernement plus effacé.

Voilà ce que nous dit un gouvernement qui, en 1968, dépensait 10 milliards de dollars pour répondre aux besoins de 20 millions de Canadiens environ, alors qu'aujourd'hui il demande bien au-delà de 50 milliards pour répondre aux besoins d'à peine plus de 23 millions de citoyens, ce qui fait une hausse de plus de 40 milliards de dollars de dépenses en 12 ans. C'est bien beau dire qu'il va réduire le déficit fédéral, mais le gouvernement a beaucoup plus important à faire: il doit s'arranger pour équilibrer le budget d'ici quatre ans.

Un malaise règne dans le Canada de l'Atlantique. On l'a d'ailleurs signalé dans le discours du trône. Depuis 1968, notre pays s'en va à la dérive, sur le plan économique, et nous nous en inquiétons. Nos taux d'intérêt, notre balance commerciale déficitaire, notre productivité plutôt lamentable sont autant de symptômes de cette absence de direction. Et nous n'avons guère confiance dans le gouvernement actuel pour y proposer des solutions ou même des améliorations.

Il n'est pas facile d'être optimiste face à l'avenir quand le taux d'intérêt préférentiel dépasse les 16 p. 100, quand notre petite entreprise est en difficulté financière et acculée à la faillite, quand notre productivité est à la baisse, et que les saisies d'immeubles hypothéqués se multiplient. Nous pourrions peut-être accepter pareille situation temporairement si nous pouvions croire que le gouvernement a des projets ou qu'il s'est engagé à vivre selon ses moyens, c'est-à-dire qu'il compte équilibrer le budget au moins pour ce qui est des besoins réels de trésorerie.

Cette loi suffirait à montrer l'exemple. Elle démontrerait aux simples citoyens et aux hommes d'affaires canadiens que le gouvernement est déterminé à contrôler l'inflation et le loyer de l'argent. En 1978-1979, le gouvernement fédéral a emprunté quelque 11 milliards de dollars sur les marchés financiers canadiens. Le gouvernement a offert davantage que tous les autres emprunteurs pour obtenir cet argent. Il a offert davantage que les autres paliers de gouvernement, qu'il s'agisse des provinces ou des municipalités. Plus grave encore, il a offert davantage que les emprunteurs du secteur privé qui avaient besoin d'argent pour construire de nouvelles installations touristiques ou de nouvelles usines et pour construire des barrages hydro-électriques. Le gouvernement faisait également concurrence aux agriculteurs, aux pêcheurs et aux petits exploitants, toutes catégories d'électeurs que je représente. Les intérêts constituent le loyer de l'argent, et les variations des taux d'intérêts sont régies par l'offre et la demande. Le gouvernement se présente actuellement sur le marché. En ce moment-même, il offre d'emprunter des millions de dollars à un taux d'environ 12 p. 100 en invitant les gens à investir dans les obligations d'épargne du Canada.

● (1230)

Le taux payé par l'État détermine ceux imposés aux autres emprunteurs et plus l'État emprunte, plus il fait monter les taux d'intérêt en même temps qu'il raréfie l'argent au détriment des entrepreneurs et qu'il augmente la charge fiscale du